

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur :

**MAIRIE DE LA FERTE MACE
Place de la République
61 600 LA FERTE MACE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**établi en application du Code de la Commande Publique
et du CCAG Travaux, relatif à :**

**AMENAGEMENT DU BOURG D'ANTOIGNY
TRAVAUX DE VRD**

**Marché passé par procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à
7 du Code de la Commande Publique.**

Préambule

L'objet du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est d'apporter au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics Travaux (CCAG-Travaux), - approuvé par l'arrêté ministériel du 8 septembre 2009 - les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement de l'opération.

L'attention du titulaire du présent marché est donc portée sur le fait que toutes les stipulations dudit CCAG-Travaux sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le présent cahier.

Article I. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les travaux VRD d'aménagement du bourg d'Antoigny, commune déléguée de LA FERTE MACE.

Article II. Décomposition du contrat

Section 2.01 - Allotissement

La présente opération comprend 2 lots, chacun d'eux donnant lieu à la passation d'un marché distinct :

- lot n° 1 : voirie et réseau d'eaux pluviales
- lot n° 2 : éclairage public

Section 2.02 - Type de pouvoir adjudicateur

SANS OBJET

Section 2.03 - Forme du marché

En application des articles R2113-4 à 6 du Code de la Commande Publique, les prestations sont scindées en 2 tranches :

- Une tranche ferme comprenant : Travaux de VRD place de la Mairie et place de l'Eglise
- Une tranche optionnelle n° 1 comprenant : Travaux de VRD RD 270

Article III. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le bordereau des prix unitaires ;
- le détail quantitatif estimatif ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément à l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures ou le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- les modalités pratiques de coordination entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définis par le maître d'ouvrage ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- le Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- l'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation ;
- les ordres de service ;
- les fiches techniques des produits ;
- l'offre technique du titulaire.

Article IV. Durée et délais d'exécution du marché

Section 4.01 - Durée du marché et des tranches

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire. Il prend fin à la date de réception sans réserve, ou, en cas de réserves, à la date de levée des réserves.

La durée de chaque tranche est :

- Tranche ferme : 9 mois à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage ;
- Tranche optionnelle n° 1 : 7 mois à compter de la réception par le titulaire de la décision d'affermissement.

Chaque tranche optionnelle peut être affermie à tout moment pendant la durée d'exécution du marché, sous réserve toutefois que sa durée d'exécution ne dépasse pas la durée de validité du marché. L'affermissement des tranches optionnelles est laissée à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur. Il ne sera pas versé d'indemnité d'attente ou de dédit.

Le délai d'exécution des prestations est fixé à 9 mois à compter de la date de réception de l'ordre de service de démarrage. Ce délai peut être prolongé par le maître d'ouvrage par ordre de service, dans la limite de la durée du marché fixée ci-dessus.

Section 4.02 - Calendrier d'exécution du marché

Le planning d'exécution des travaux remis par le titulaire dans son offre est contractuel.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et après concertation avec l'entrepreneur, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Les modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2.2 et 19.2.3 (premier alinéa) du CCAG travaux et de la Section 4.04 - ci-dessous.

Section 4.03 - Pénalités

Retard dans l'exécution des travaux :

Les dispositions prévues à l'article 20.1 du CCAG Travaux s'appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des travaux fixé dans le calendrier d'exécution est expiré, sous réserve des stipulations des articles 19.2 du CCAG Travaux et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3\,000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 48 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes sont applicables, sans mise en demeure préalable :

Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une pénalité de 50 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment informée du chantier.

Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, le titulaire encourt, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain les pénalités suivantes, les pénalités suivantes, qui seront déduites des situations mensuelles :

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 250 € par jour
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 250 € par constat
- c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse,...) : 250 € par jour
- d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 € par jour
- e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 200 € par jour
- f) Retard dans le nettoyage du chantier : 250 € HT par jour
- g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 300 € par jour
- h) Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : 350 € par jour

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de 150 € par jour de retard.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire visé par la Section 8.04 -du présent CCAP et conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une pénalité de 150 € sera appliquée par jour.

Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé : 500 € par jour.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le montant des pénalités appliquées est plafonné à 50% du montant de chaque tranche.

Si le montant des pénalités applicables dépasse ce plafond, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'Article X du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, les pénalités sont dues par le titulaire dès le premier euro.

Section 4.04 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au-delà de 10 jours d'intempéries d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier :

Nature du phénomène naturel	Intensité limite
gel	Température inférieure à -5°C pendant plus de trois heures consécutives durant les heures de travail normales de l'entreprise
pluie	Supérieure à 30 mm par jour
neige	2 cm pendant 4 heures
vent	Supérieur à 60km/h pendant plus de 4 heures consécutives durant les heures de travail normales de l'entreprise

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météo la plus proche seront pris en compte.

Section 4.05 - Prestations similaires

Conformément aux articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à une procédure négociée pour conclure avec le titulaire un nouvel accord-cadre ayant pour objet des prestations similaires à celles du présent marché.

Article V. Obligations générales du titulaire

Section 5.01 - Co-traitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

Section 5.02 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L2193-1 à 7 et R2193-1 à 22 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6, R2193-1 et 3 du Code de la Commande Publique;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail
- l'exemplaire unique de l'acte d'engagement démontrant que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible, conformément à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

Section 5.03 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-I et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Section 5.04 - Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

En cours d'exécution du marché (dispositif de vigilance), le titulaire doit être en mesure de justifier tous les 6 mois des mêmes pièces que celles exigées avant la signature du marché.

Si, dans le cadre du dispositif de vigilance, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnités, et peut donner lieu à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG Travaux.

Article VI. Conditions particulières d'exécution

Section 6.01 - Lieu d'exécution des travaux

Les travaux seront effectués à : Le Bourg , Antoigny, 61600 LA FERTE MACE

Section 6.02 - Intervenants

VI-02-1- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est confiée par le maître d'ouvrage à : Bureau d'études de Flers-Agglo, DEP, 41 rue de la boule 61 100 FLERS

VI-02-2- Mission OPC

La mission OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est assurée par le maître d'œuvre.

VI-02-3- Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

VI-02-4- Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. Le détail de cette mission est défini à la Section 6.09 -du présent CCAP.

Cette mission de catégorie 3 est confiée, pour la phase de réalisation des travaux, à un intervenant dont l'identité sera communiquée au titulaire ultérieurement.

Section 6.03 - SANS OBJET

Section 6.04 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

VI-04-1- Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

VI-04-2- Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

Section 6.05 - Période de préparation

VI-05-1- Durée de la période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 1 mois inclus dans le délai d'exécution du marché.

VI-05-2- Prestations dues par le titulaire avant le démarrage du chantier

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- fourniture des plans EXE

-

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.4 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),

- achèvement par l'entreprise des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et à la Section 6.08 - ci-après.

- établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

- établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. avant la fin de la période de préparation

Section 6.06 - Implantation des ouvrages

VI-06-1- Piquetage général

L'entreprise devra faire implanter à ses frais, dès réception de l'ordre de service, les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan d'implantation établi par le maître d'œuvre dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG Travaux.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître de l'ouvrage.

VI-06-2- Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par l'entreprise titulaire du lot n°1 avec les concessionnaires concernés, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage. (Nouvelle réglementation - DT- DICT- arrêté du 28/06/2012- NF S70-003-1/ NF S70-003-2).

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG Travaux, l'entrepreneur devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou des câbles. Il devra également diffuser l'épure de piquetage à l'ensemble des concessionnaires et leur faire valider son implantation.

Investigations complémentaires

Les investigations complémentaires sont éventuellement rendues nécessaires si le concessionnaire du réseau ne communique aucune certitude de localisation précise du dit « réseau » ainsi que les mesures de prévention afférente. Les investigations complémentaires font l'objet d'un avenant au marché, à la charge du maître de l'ouvrage.

Section 6.07 - Présence aux réunions

Le titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

En cas de non respect de cette obligation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité définie à la Section 4.03 - du présent CCAP.

Section 6.08 - Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

Par dérogation aux articles R2431-15 et 30 du Code de la Commande Publique, les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise ainsi que les plans de fabrication.

Section 6.09 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

VI-09-1- Installations à réaliser par le titulaire

VI-09-2- Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement,...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le titulaire s'engage à veiller à ce que le coordonnateur S.P.S. ait libre accès au chantier. Il communique directement au coordonnateur S.P.S. son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

VI-09-3- Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux chaussées par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels seront à la charge de l'entreprise. Toutes autres dégradations causées, hors chaussée, à la voie publique et accessoires seront supportées entièrement par le titulaire.

VI-09-4- Engins explosifs

Le lieu des travaux est susceptible de contenir des engins de guerre non explosés.

Dans l'éventualité de la survenance de tels événements les entreprises ne seront pas autorisées à replier les installations de chantier sans l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation pour préjudices subis en raison de la suspension de chantier due à la survenance de tels événements, à l'exception du préjudice allégué par l'entreprise qui serait exclusivement lié à la mise en sécurité du site.

VI-09-5- Découverte de matériaux, objets et vestiges sur le chantier

Par dérogation aux articles 33.4 et 49.1 du CCAG Travaux, le titulaire a droit à être indemnisé des frais que lui impose la garde du chantier en cas de découverte de matériaux, objets ou vestiges, mais ne pourra prétendre à aucune indemnité en vertu d'un préjudice éventuellement subi du fait de l'ajournement travaux.

VI-09-6- Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

Les frais relatifs à la délivrance de ces autorisations sont entièrement supportés par le titulaire.

VI-09-7- Garde du chantier

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 46.1 ou 48 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

VI-09-8- Gestion des déchets du chantier

Chaque entreprise gère ses déchets.

Elle devra remettre au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre les constats d'évacuation des déchets.

VI-09-9- Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Section 6.10 - Réparation des dommages

Par dérogation à l'article 35 du CCAG Travaux, l'entrepreneur a, à l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulation du marché ou de prescriptions d'Ordre de Service, ou sauf si le maître de l'ouvrage, poursuivi par le tiers victime de tels dommages, a été condamné sans avoir appelé l'entrepreneur en garantie devant la juridiction saisie.

Les stipulations de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 34 du CCAG Travaux.

Section 6.11 - Mesures en faveur de la protection de l'environnement **SANS OBJET**

Section 6.12 - Mesures d'insertion :

SANS OBJET

Section 6.13 - Confidentialité et sécurité

SANS OBJET

Article VII. Prix et règlement

Section 7.01 - Forme et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des **prix unitaires**, dont le libellé est donné dans bordereau des prix unitaires (BPU), appliqués aux quantités réellement exécutées.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Section 7.02 - Dépenses communes de chantier

SANS OBJET

Section 7.03 - Variation des prix

Les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times I(n)/I(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- I(n) est la dernière valeur publiée au mois de révision, de l'indice TP01 - Index général tous travaux;
- I(o) est la dernière valeur publiée de ce même index au mois zéro.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La révision sera effectuée annuellement à la date anniversaire de la notification du marché.

En cas de disparition de l'indice choisi et, si un nouvel indice est publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouve de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectue en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendront de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

Clause de butoir :

A chaque révision, l'augmentation du montant du marché par application de la formule de révision est plafonnée à 5 % du prix initial indiqué à l'acte d'engagement ou du prix obtenu lors de la révision précédente. Si ce plafond est atteint, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché conformément à l'Article X du présent CCAP.

Section 7.04 - Modalités de règlement

VII-04-1- Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique.

VII-04-2- T.V.A.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

VII-04-3- Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales en matière de facturation électronique.

Les demandes de paiement, sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro de l'ordre de service ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG Travaux ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Mairie de la FERTE-MACE.
Place de la République
61600 LA FERTE-MACE

VII-04-4- Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes de sous-traitance indiquent ce qui doit être réglé :

- au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement,
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

VII-04-5- Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Section 7.05 - Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Section 7.06 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour chaque tranche affermie dont le montant est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de la tranche si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de la décision d'affermissement de la tranche.

L'avance ne pourra cependant être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique. Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à 10 et R2191-13 à 14 du Code de la Commande Publique. Elle est calculée sur la base du montant TTC initial de la tranche affermie diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si la durée de la tranche affermie n'excède pas 12 mois, elle est égale à 5,00% de ce montant. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois ce montant divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique. L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% du montant de la tranche affermie est atteint.

Section 7.07 - Sureté

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la Commande Publique. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du Code de la Commande Publique.

Article VIII. Constatation de l'exécution et garantie

Section 8.01 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Section 8.02 - Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

A l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.2 du CCAG Travaux, si la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, le délai pour lever les réserves est indiqué dans le PV de réception.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure demeurée infructueuse aux frais et risques du titulaire défaillant.

Section 8.03 - Réception partielle

Aucune réception partielle n'est prévue.

Section 8.04 - Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

- dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Le cas échéant, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Section 8.05 - Garantie de parfait achèvement

La durée de la garantie de parfait achèvement est fixée à 1 an à compter de la date de réception.

Section 8.06 - Garanties particulières

SANS OBJET

Article IX. Modifications du contrat

Le marché peut être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1 à 2 et R2194-1 à 9 du Code de la Commande Publique.

Article X. Résiliation du contrat

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues aux articles L2195-1 à 6 du Code de la Commande Publique et au CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas verser les indemnités prévues au dit article en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve, en outre, le droit de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, si le montant des pénalités applicables dépasse le plafond fixé à la Section 4.03 - du présent CCAP ou si le plafond fixé à la Section 7.03 - du présent CCAP est atteint. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation pour le titulaire.

Article XI. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article XII. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'Article III du présent CCAP.
Dérogation à l'article 20.1.1 du CCAG Travaux par la Section 4.03 - du présent CCAP.
Dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux par la Section 4.03 - du présent CCAP.
Dérogation à l'article 48 du CCAG Travaux par la Section 4.03 - du présent CCAP.
Dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux par l'article VI-05-1- du présent CCAP.
Dérogation à l'article 27.3 du CCAG Travaux par l'article VI-06-2- du présent CCAP.
Dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article VI-09-3- du présent CCAP.
Dérogation à l'article 32 du CCAG Travaux par l'article VI-09-4- du présent CCAP.
Dérogation aux articles 33.4 et 49.1 du CCAG Travaux par l'article VI-09-5- du présent CCAP.
Dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux par l'article VI-09-6- du présent CCAP.
Dérogation à l'article 35 du CCAG Travaux par la Section 6.10 - du présent CCAP.
Dérogation à l'article 44 du CCAG Travaux par la Section 8.05 - du présent CCAP.
Dérogation aux articles 46 et 46.4 du CCAG Travaux par l'Article X du présent CCAP.

<p>Le représentant du pouvoir adjudicateur, Le Maire</p> <p>Jacques DALMONT</p>	<p>Le candidat,</p> <p>(cachet et signature)</p>
---	--